Conférence publique

Disparition forcée et Impunité

Le cas Colonia Dignidad et le Plan national de recherche des disparus au Chili

JEUDI 22 MAI 2025 à 18h15

UNI MAIL, SALLE MS160, SOUS-SOL

Avec la participation de:

Gabriella Citroni, présidente du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de l'ONU

Margarita Romero, présidente de l'Association pour la mémoire et les droits humains Colonia Dignidad

Paola Peebles, chilienne de seconde génération, fille d'un ancien prisionnier politique de Colonia Dignidad

CMJ-GE
Comité Mémoire et Justice

LATINO LAB

RENADDHH

Soutien: Jardin des disparus, Groupe de suivi du PNR, ACRG, CAPO.

L'Université est étrangère à l'organisation de cette conférence.

Présentation

L'histoire récente du Chili est fortement marquée par la dictature civico-militaire du général Augusto Pinochet qui a duré 17 ans. Aujourd'hui encore, les familles des victimes continuent inlassablement leurs combats contre l'impunité. En matière de disparition forcée, les chiffres officiels font état de 1'469 personnes victimes pour la période comprise entre le 11 septembre 1973 et le 10 mars 1990. Jusqu'à présent les restes de 307 personnes portées disparues ont été identifiés, ce qui ramène à 1'162 le nombre de victimes détenues ou exécutées dont le corps n'a pas encore été retrouvé. En août 2023, par le biais du Plan national de recherche vérité et justice (PNR), l'Etat chilien s'engage à mettre à disposition de nouveaux moyens pour élucider les circonstances entourant les disparitions forcées et/ou les décès des victimes de la dictature.

La société civile chilienne a eu un rôle crucial dans la promotion des droits humains et la quête de justice. Les associations des familles des victimes de disparition forcée sont à la fois les témoins du passé et les vecteurs des revendications présentes. Pour cette raison, elles doivent être les interlocutrices centrales de la diaspora chilienne et des experts internationaux pour la réussite effective du PNR et faire reculer le système d'impunité de manière effective.

A travers cette activité, nous commémorons également la disparition d'Alexei Jaccard, étudiant suisso-chilien, enlevé en mai 1977 à Buenos-Aires et assassiné par la dictature chilienne dans le cadre de l'Opération Condor.

Les intervenantes

Gabriella Citroni est professeure agrégée en droit international des droits de l'homme à l'université de Milano-Bicocca et présidente du Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires. Elle enseigne également le cours « Disparition forcée en droit international » dans le cadre du Master en droits de l'homme et droit international humanitaire organisé par l'Académie de droit international humanitaire et de droits de l'homme de Genève. Elle est également consultante juridique internationale pour la Fédération latino-américaine des parents de détenus disparus (FEDEFAM) et consultante juridique senior pour l'ONG TRIAL International.

Margarita Romero est présidente de l'Association pour la mémoire et les droits humains Colonia Dignidad (ACD). Prisonnière politique à la base navale de Talcahuano en 1974, elle s'exile en Belgique où elle termine ses études de médecine et de gynécologie. Elle participe activement aux organisations internationales de solidarité avec le Chili. En mars 1988, de retour dans sa terre natale, elle valide son diplôme de médecine à l'Université du Chili et œuvre dans le domaine des droits humains. Elle fonde l'ACD dont l'objectif est de sauvegarder la mémoire de l'ancienne colonie allemande Colonia Dignidad. Cette enclave a été l'une des principales bases d'opération de la DINA, la police secrète de la junte militaire. Ses locaux ont été utilisés comme centre secret d'enlèvement, de torture, de disparition et d'extermination de prisonniers politiques pendant la dictature.

Paola Peebles Vlahovic est née au Chili en 1970. Elle vit en Belgique depuis 1975, où elle est arrivée avec ses parents réfugiés. De formation, Paola est diplômée en sciences politiques (ULB, Bruxelles 1996) et spécialisée en droits humains (UCL, Louvain, 2005). Elle travaille à l'organisation syndicale FGTB, à Bruxelles, depuis 2014, comme conseillère en matière de lutte contre les discriminations. Son père, Luis Peebles, a été torturé à Colonia Dignidad en février 1975. Ayant survécu, il a lutté toute sa vie pour les droits humains. Comme médecin, il a soigné les victimes de torture d'abord en Belgique, puis au Chili, à son retour en 1991. Paola Peebles Vlahovic a rejoint l'ACD à la mort de son père en 2025 pour continuer la lutte contre l'impunité et le travail de mémoire.